

MENTAL HEALTH EUROPE – SANTE MENTALE EUROPE aisbl
Boulevard Clovis 7, B-1000 Bruxelles
Tél +32 2 280 04 68 - Fax +32 2 280 16 04
e-mail: info@mhe-sme.org
www.mhe-sme.org/

**COMMENTAIRES DE SME SUR LE RAPPORT DE MDRI
«SOUFFRANCES CACHEES: SEGREGATION ET MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGES
AUX BEBES ET AUX ENFANTS HANDICAPES EN ROUMANIE»**

Bruxelles, 1 juin 2006

Santé Mentale Europe a pris connaissance du rapport de MDRI sur les mauvais traitements infligés aux enfants dans les institutions psychiatriques roumaines et soutient les conclusions et recommandations faites dans le rapport.

Appel de SME en faveur de la protection des droits fondamentaux des enfants

Il a été démontré¹ que les premières années de la vie ont un impact crucial sur la santé mentale des individus tout au long de leur vie. Le développement de stratégies de promotion de la santé mentale des jeunes enfants revêt donc une importance fondamentale. Cela implique de sensibiliser à la signification du bien-être mental des enfants, de même que d'intervenir pour soutenir les parents, de faciliter le tissage de relations positives entre parents et enfants, d'améliorer les conditions dans lesquelles les enfants sont élevés et **de protéger les enfants vulnérables.**

Les stratégies de promotion du bien-être mental n'ont pas seulement un rôle à jouer dans la prévention des problèmes de santé mentale, par exemple la réduction de la dépression. Elles sont également à l'origine de toute une série de bénéfices sociaux et physiques pour la santé, par exemple la réduction des taux de suicide, la diminution des troubles du comportement, la baisse des grossesses chez les adolescentes et **la réduction des sévices infligés aux enfants.**

L'offre de soutien supplémentaire pour les enfants vulnérables est un facteur crucial de prévention qui permet d'éviter que les problèmes ne persistent à l'âge adulte. Par enfants vulnérables, c'est-à-dire ceux dont le développement psycho-social peut être bloqué ou altéré, il faut entendre les enfants malades, ceux ayant des handicaps physiques ou mentaux, des problèmes sensitifs, ceux qui ont été négligés, sexuellement, physiquement ou émotionnellement abusés, les enfants qui ont été témoin ou qui ont subi des traumatismes extrêmes et les enfants réfugiés.

Ces enfants **ont le droit d'obtenir une aide, un traitement ou une assistance spécifique, qui inclue un soutien social, des interventions psychothérapeutiques et des conseils (impliquant les enfants eux-mêmes, leurs parents et/ou leurs familles).**

¹ Source «Promotion de la Santé Mentale des Enfants entre 0-6 Ans», disponible sur le site web de SME à <http://www.mhe-sme.org/en/projects1.htm>

C'est pourquoi des services et des réseaux reconnus et accessibles de professionnels, qui soient spécifiques aux enfants et à leurs familles, devraient exister et être en mesure de détecter précocement les problèmes de santé mentale, ainsi que d'offrir du soutien et des soins.

Priorités et Recommandations clés pour la Vie dans la Communauté

Tous les services destinés aux personnes handicapées devraient être basés sur le respect des droits de l'homme.

Il existe de nombreuses lois internationales et européennes qui protègent les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Elles incluent la protection contre les détentions arbitraires, l'accès à des conditions de vie décentes, l'accès à des soins et à des traitements décents, la protection contre les dommages, le droit de mener une vie privée et familiale, et le droit d'avoir une vie privée.

Bien que les droits de l'homme soient universels, les personnes handicapées n'ont été perçues comme bénéficiaires de ces droits que depuis récemment. Trop peu d'attention a été portée au traitement des violations sérieuses des droits de l'homme que subissent les personnes handicapées.

Dans le rapport de l'Initiative sur la Recherche Européenne sur les Alternatives résidentielles basées dans la communauté pour les personnes handicapées «Trouver sa place dans la société»², menée par Santé Mentale Europe, Inclusion Europe, Autisme Europe et l'Open Society Mental Health Initiative, il est reconnu que le développement de services de grande qualité basés dans la communauté doit être fondé sur les valeurs clés que sont l'égalité dans la citoyenneté et l'inclusion sociale.

C'est ainsi que cinq principes prioritaires tirés des instruments existants en matière de droits de l'homme sont suggérés, afin d'accompagner et d'étayer ce travail. Ces principes, qui militent pour un changement positif, sont: le respect, le choix, la participation, l'indépendance, et la responsabilité régionale/locale pour les citoyens handicapés.

Afin d'atteindre les buts que sont la vie en communauté et la disponibilité de services complets et de grande qualité pour toutes les personnes handicapées d'Europe, le projet «Trouver sa place dans la Société» propose six priorités politiques:

1. développer des politiques et des plans d'action pour la fourniture de services basés dans la communauté qui respectent et promeuvent les droits fondamentaux des personnes handicapées
2. offrir, prioritairement, des services basés dans la communauté dans les nouveaux Etats membres et les pays candidats
3. établir des systèmes obligatoires de contrôle de qualité et d'assurance, ainsi que des mécanisme de plaintes qui soient accessibles
4. établir des arrangements financiers qui fassent en sorte que les services soient offerts sur la base des besoins individuels
5. s'engager à arrêter la construction de nouvelles grandes institutions résidentielles en Europe

² Le rapport intégral "Trouver sa place dans la Communauté – Résultats et Recommandations de l'Initiative de Recherche Européenne sur les Alternatives Résidentielles basées dans la Communauté pour les Personnes Handicapées», avec le soutien de la Commission européenne, se trouve sur http://www.community-living.info/contentpics/226/Included_in_Society_Summary.pdf

6. établir la «Coalition Européenne pour la Vie dans la Communauté» en tant que centre de surveillance et d'action pour la fourniture de services basés dans la communauté en Europe.

La vie dans la communauté et la fourniture de services complets et de grande qualité basés dans la communauté nécessitent l'identification de priorités politiques réalistes et effectives. Ces priorités peuvent aider les individus, les organisations et les organes gouvernementaux impliqués dans ce travail à se mettre d'accord sur un plan d'action pour le développement et l'offre de services basés dans la communauté, comme alternative aux soins en institution.

Les démarches suivantes devraient être faites pour satisfaire aux six priorités clés:

1. Développer des politiques et des plans d'action au niveau local national, européen et international
 - 1.1. protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées
 - 1.2. intégrer les politiques sur le handicap à tous les niveaux
 - 1.3. établir et mettre en oeuvre des Plans d'Action
 - 1.4. lancer une campagne de sensibilisation européenne
 - 1.5. renforcer les Règles Standards des Nations Unies et développer une Convention des Nations Unies sur les Droits des Personnes Handicapées qui soit appropriée
2. Des services basés dans la communauté dans les nouveaux Etats membres et les pays candidats
 - 2.1. la responsabilité locale pour les citoyens handicapés
 - 2.2. l'égalité d'accès, pour les ONG, à la fourniture de services de qualité basés dans la communauté**
 - 2.3. des financements européens pour les services résidentiels basés dans la communauté dans les nouveaux Etats membres et les pays candidats**
3. Etablir des systèmes obligatoires de contrôle qualité et de mise en œuvre
 - 3.1. répondre aux questions sur le handicap dans le cadre de la politique de protection des consommateurs
 - 3.2. établir des systèmes de contrôle qualité orientés sur la qualité de vie des usagers
 - 3.3. lier les conséquences financières et administratives au contrôle qualité
4. Etablir des systèmes financiers basés sur les besoins individuels
 - 4.1. promouvoir le principe du financement orienté sur les besoins
 - 4.2. établir des systèmes de budget personnel
 - 4.3. créer des systèmes indépendants de soutien des usagers
5. Un engagement à arrêter la construction de nouvelles grandes institutions résidentielles Europe
6. La Coalition Européenne pour la Vie dans la Communauté.

Sur la base de ces recommandations, Santé Mentale Europe appelle le gouvernement roumain et la Commission européenne à mettre un terme aux abus perpétrés en Roumanie. Les traitements inhumains et dégradants que les citoyens romains les plus vulnérables sont forcés de subir sont intolérables et violent la législation internationale sur les droits de l'homme.